



- disarmament to combat poverty - désarmer pour combattre la pauvreté - desarmar para combatir la pobreza -

L'Option 10% : vers un new deal pour la sécurité humaine dans le monde

L'Option 10% formule un message fédérateur et propose une mesure efficace pour améliorer la sécurité humaine à tous les niveaux, du plus local au plus global : engager dans tous les pays la conversion de 10% des dépenses publiques d'armements en investissements de développement social favorisant notamment la protection sociale, la santé et l'éducation.

1. Moins d'armes, plus de droits : un chemin de progrès social et démocratique

La sûreté fait partie intégrante des droits humains fondamentaux. Les besoins de sécurité des humains vont bien au-delà des enjeux de sécurité nationale et concernent également toutes les formes d'insécurité économique et sociale qui affectent, souvent violemment, les vies au quotidien. L'éradication de la plus massive des formes d'insécurité que constitue la pauvreté est donc une composante essentielle de toute perspective de développement de la sécurité humaine dans le monde.

Toutes les expériences historiques l'attestent : le progrès social repose pour une grande part sur la capacité des populations concernées à faire entendre leur voix, à protester et à proposer publiquement, à interpeller les pouvoirs économiques et politiques et à peser sur les orientations des politiques publiques : les droits humains fondamentaux, les droits sociaux et les droits politiques sont donc étroitement liés ; la lutte contre la pauvreté et le développement démocratique requièrent de les activer tous ensemble.

Malheureusement, dans de nombreux pays, les droits démocratiques se voient fortement contraints et restreints par la militarisation plus ou moins rampante du régime et de la société.

L'amplification de la course aux armements, la persistance de virulents antagonismes nationaux plus ou moins entretenus, voire attisés, le développement des industries et des politiques de guerre sont notoirement associés à la pénétration d'intérêts liés aux armes dans les sphères politiques, économiques et médiatiques, tant au Nord qu'au Sud.

Partout dans le monde, la demande pour "moins d'armes et plus de droits" portée par l'Option 10% s'avère donc cruciale en vue de réduire l'expansion des diverses formes de militarisation et d'amplifier les développements sociaux et démocratiques.

2. Porter les engagements non-violents de la société civile jusqu'aux Etats

Sur le terrain, de nombreux acteurs sociaux font tous les jours la démonstration de la pertinence et de l'efficacité des combats menés pour se libérer de l'emprise de la pauvreté et de la peur en mobilisant la puissance radicalement non-violente des droits.

Au niveau institutionnel, les Nations Unies s'efforcent de promouvoir la culture de la non-violence dans un contexte d'inquiétude grandissante quant à l'influence exercée par les pratiques et les réseaux terroristes sur les jeunes en particulier.

L'impact de ces efforts est malheureusement condamné à rester limité tant que l'exigence démocratique n'est pas plus clairement présentée comme un engagement politique de résolution non-violente des conflits sociaux ; et tant que la violence armée continue d'être promue comme priorité légitime pour traiter des conflits internationaux. Réduire toutes les formes de violence par des voies démocratiques non-violentes : une option aussi fondamentale demande davantage de cohérence pour être pleinement crédible et efficace.



D'où la nécessité d'étendre la portée de l'engagement non-violent jusqu'au niveau des Etats en appuyant l'Option 10% par l'adoption de politiques de sécurité nationale strictement défensives, la décroissance de la production et du commerce des armes, la promotion de "zones de non-guerre" au travers d'accords régionaux de coopération.

3. Rééquilibrer les dépenses de défense nationale et les investissements de développement social.

L'énorme déséquilibre qui se creuse entre l'ampleur des dépenses d'armement et la modicité des investissements consentis au développement, suscite des interrogations et des inquiétudes grandissantes partout dans le monde. Au niveau mondial les dépenses militaires ne cessent d'augmenter et dépassent déjà largement les 1 100 milliards de dollars US par an. Selon les estimations de l'ONU, une réduction de seulement 10% de ces dépenses permettrait de financer l'éradication de la pauvreté ; toujours selon l'ONU, un investissement de 15 milliards de dollars par an permettrait d'assurer l'accès à l'eau potable pour tout le monde, 20 milliards de dollars par an suffiraient pour en finir avec la faim et 12 milliards de dollars par an assureraient l'éducation de base de tous les enfants du monde...

Compte-tenu des niveaux d'accumulation d'armements déjà atteints dans la plupart des pays, une telle réduction des dépenses militaires pourrait être mise en œuvre sans porter atteinte aux capacités de défense nationale.

L'Option 10% propose donc d'examiner rationnellement les possibilités et les avantages d'un nouvel équilibre des investissements publics au sein des budgets nationaux concernant tant la politique de défense que les politiques de développement social afin de mieux couvrir les besoins de sécurité des populations :

- les besoins de sécurité nationale, en se fondant sur des politiques défensives, moins risquées et moins dispendieuses que des politiques plus agressives, voire carrément guerrières ;
- les besoins de " sécurité sociale ", en augmentant les investissements de développement social, incluant notamment toutes les formes de protections sociales comme un instrument déterminant pour combattre la pauvreté, stimuler le développement durable et réduire les inégalités.

4. Transparence 100%

En matière de politiques de défense et d'armements, des cercles beaucoup trop restreints ont accès à des informations et à des décisions qui mettent en jeu des milliards de vies humaines et des montants considérables d'argent public.

Sur des sujets aussi cruciaux, la faiblesse du contrôle démocratique n'est ni saine ni rassurante : elle ne permet pas de garantir que les données ne sont pas manipulées pour servir des intérêts ou des fins n'ayant pas nécessairement le souci de l'intérêt général en matière de sécurité humaine. De la même manière, un meilleur suivi de l'allocation des financements dévolus aux investissements sociaux est dans nombre de pays, une impérieuse nécessité de bonne gouvernance.

D'où l'exigence d'un maximum de transparence. Dans cette perspective, l'Option 10% comprend un engagement à publier l'information et à associer les acteurs sociaux et plus largement les diverses composantes de la société civile au suivi du processus de conversion des 10% ainsi qu'aux débats de toutes les politiques publiques contribuant à la sécurité des populations.



5. Une perspective globale à partir d'initiatives unilatérales

Les négociations et les accords multilatéraux constituent évidemment le cadre le plus approprié pour concevoir et conduire des politiques de désarmement. A condition toutefois de faire évoluer la situation qui voit de très nombreux pays dépendre complètement des positions imposées en la matière par les grandes puissances militaires qui comptent aussi parmi les principaux Etats pourvoyeurs d'armements... Dans ce contexte, l'Option 10% ouvre la voie à des initiatives unilatérales susceptibles de renforcer les efforts multilatéraux en cours, tout en amorçant de nouvelles politiques nationales et de nouvelles alliances internationales. Au Nord comme au Sud, des pays ressentent en effet l'intérêt de mieux garantir l'autonomie de leur politique de défense, d'exclure le recours au nucléaire et à toute autre arme de destruction massive, de réduire leur dépendance à l'égard du commerce des armes et des industries d'armements, de renforcer leur capacité à développer des coopérations économiques et culturelles, d'en finir avec la pauvreté et d'assurer l'accès de tous aux droits fondamentaux.

L'Option 10% permet en effet de dégager des disponibilités de financement public pour engager des investissements stratégiques en matière de développement social. En France par exemple, la conversion de 10% des dépenses militaires pourrait complètement financer la mise en œuvre d'un service civil socialement utile pour tous les jeunes. En Inde, la même conversion budgétaire pourrait amorcer un financement de solidarité nationale pour établir les bases de la sécurité sociale des travailleurs du secteur informel présentement débattue au Parlement.

L'Option 10% offre donc la possibilité à chaque pays de promouvoir en toute sécurité une approche alternative de l'influence internationale, moins fondée sur la puissance militaire que sur l'engagement moral et politique en faveur de la paix et de la justice sociale ; et de prendre part au leadership international vers un new deal pour la sécurité humaine dans le monde.

Coordination internationale
pdt@fdh.org +33 (0)6 25 29 72 97